

# L'habitat en mutation au fil du temps : pour une redécouverte historiographique : introduction

Autor(en): **Conrad, Christoph / Eibach, Joachim / Studer, Brigitte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte =  
Annuaire Suisse d'histoire économique et sociale**

Band (Jahr): **28 (2014)**

PDF erstellt am: **23.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-632423>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Christoph Conrad, Joachim Eibach, Brigitte Studer, Simon Teuscher

## L'habitat en mutation au fil du temps – pour une redécouverte historiographique

### Introduction

Les dimensions sociétales et économiques du logement sont au cœur des discours de crise actuels. C'est subitement avec l'éclatement de la crise des *subprimes* aux Etats-Unis en 2007, ces crédits immobiliers à haut risque, et leurs effets délétères globaux sur l'ensemble du secteur bancaire et financier que l'importance du secteur immobilier et de la construction est apparue avec force aux yeux de l'opinion publique.<sup>1</sup> Depuis lors, les débats internationaux se sont déplacés vers les dettes publiques de nombreux pays et la crise de l'euro. Il n'empêche que la situation précaire de pays comme l'Irlande, l'Espagne et le Portugal, ou encore les signaux d'alerte en provenance des Pays-Bas, du Danemark ou de la Suède sont liés à l'endettement privé et la menace d'éclatement de bulles sur le marché immobilier.<sup>2</sup> La Suisse n'est pas épargnée. Les risques que comportent la très forte augmentation des prix de la construction dans certaines régions et le taux élevé d'endettement des particuliers inquiètent.

En Suisse, ce sont toutefois les loyers, les charges financières qui en résultent pour les ménages et le manque de logements dans les agglomérations urbaines qui posent vraiment problème. Quelques chiffres pour souligner l'importance sociale qui revient à ce secteur: en 2011 les dépenses pour l'habitat et l'énergie du ménage moyen se montaient à 1475 fr., ce qui équivalait à 15,4% du revenu brut et représentait le poste budgétaire le plus important du revenu à disposition (près de 22%).<sup>3</sup>

1 Le *Journal of Housing Economics* états-unien a publié plusieurs études sur la question. Voir Anthony Sanders, *The Subprime Crisis and its Role in the Financial Crisis*, in: *Journal of Housing Economics* 17 (2008), p. 254–261; voir parmi un énorme ensemble de publications: *Review of Financial Studies* 24/6 (2011) (Special Issue: The Academic Analysis of the 2008 Financial Crisis: Round 1), notamment Yuliya Demyanyk, Otto van Hemert, *Understanding the Subprime Mortgage Crisis*, p. 1848–1880.

2 Eurostat, *Private debt in % of GDP – consolidated – annual data*, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/product\\_details/dataset?p\\_product\\_code=TIPSPD20](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/product_details/dataset?p_product_code=TIPSPD20) (version du 5. 8. 2013); sur la dimension globale, voir Ray Forrest, Ngai-Ming Yip (éd.), *Housing Markets and the Global Financial Crisis. The Uneven Impact on Households*, Cheltenham 2011.

3 Office fédéral de la statistique, *Communiqué de presse du 13. 5. 2013: Enquête sur le budget des ménages 2011. Hausse du revenu disponible*.

Ces chiffres placent la Suisse dans le peloton de tête en comparaison européenne, avec des pays comme le Danemark, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne.<sup>4</sup> Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les dépenses pour le logement (y compris l'achat et l'entretien des meubles), le chauffage et l'éclairage ont toujours atteint plus de 20% du budget du ménage.<sup>5</sup> Ce qui représente d'autant plus une gageure que la Suisse est un pays de locataires avec seulement 44% de propriétaires, bien en-dessous de la moyenne européenne de 71%.<sup>6</sup> Les plus touchés sont les ménages à faible revenu dont une part importante (12,6%), en dépit d'un niveau de vie parmi les plus élevés d'Europe, doit dépenser plus de 40% du revenu à disposition pour le loyer. Une proportion qui correspond d'ailleurs à la moyenne de l'Union européenne en 2009.<sup>7</sup>

Les coûts et les crises du logement ne sont pas les seuls aspects qui préoccupent l'opinion publique dans ce contexte aujourd'hui. La formation de métropoles et la suburbanisation, la densification de l'habitat et le mitage du territoire, la mobilité et l'usage abusif du sol sont d'autres thèmes actuels et controversés pour la planification du territoire,<sup>8</sup> les sciences sociales et de plus en plus aussi la politique. Il semble bien que les rapports des êtres humains à l'espace et à leur habitat sont tout autant en train de changer que les conceptions de l'urbanité, du confort et du lien à la nature. Les sciences sociales et économiques, la géographie et la planification urbaine se sont emparées de ces thèmes – mais l'histoire n'a guère suivi.<sup>9</sup>

S'il va de soi que les problèmes du présent ne se traduisent pas automatiquement par des questions adressées au passé, on pourrait tout de même s'attendre à ce que les chercheuses et les chercheurs en histoire économique et sociale soient motivés par des problématiques actuelles aussi dominantes. D'autres thèmes «chauds», comme les inégalités sociales ou les crises – ce n'est pas par hasard que les volumes 24 et 27 de notre série leur étaient consacrés – ou encore la mondialisation (volume 19) ont pourtant poussé les sciences sociales et économiques à s'y intéresser. Le thème

4 Eurostat: Share of housing costs in disposable household income, by type of household and income group (source: SILC), [http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc\\_mdcd01&version=27.7.2013](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc_mdcd01&version=27.7.2013).

5 Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (éd.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Bâle 2012, p. 657, graphique 3.1–7.

6 Chiffres pour 2010/11 d'Eurostat: Distribution of population by tenure status, type of household and income group (source: SILC), <http://open-data.europa.eu/en/data/dataset/O8xNu1k0Fte7Jx8r3HgEA> (version du 27. 7. 2013).

7 Anna Rybkowska, Micha Schneider, *Housing conditions in Europe in 2009*, Eurostat, Statistics, in: focus 4 (2011), p. 7; il n'est donc pas surprenant que l'actuel annuaire de Caritas sur la situation sociale de la Suisse soit consacré à la politique du logement, Caritas, *Sozialalmanach 2014*, Schwerpunkt: Unter einem Dach, Lucerne 2013.

8 Martina Koll-Schretzenmayr, *gelungen – misslungen? Die Geschichte der Raumplanung in der Schweiz*, Zurich 2008.

9 Michel Bassand, *La métropolisation de la Suisse (Le savoir suisse 21)*, Lausanne, 2004; Matthias Daum, Paul Schneeberger, *Daheim. Eine Reise durch die Agglomeration*, Zurich 2013.

de «l’habitat et l’économie de l’espace» devrait donc figurer à l’ordre du jour de l’historiographie.

Pour combler cette lacune, nous avons choisi de consacrer la journée annuelle de 2011 de la Société suisse d’histoire économique et sociale à cette question, journée dont nous publions ici une partie des contributions, retravaillées et actualisées. Une seconde raison à ce choix est à chercher dans le grand potentiel d’innovation que comporte ce champ de recherche. Comme l’illustre la contribution d’Adelheid von Saltern qui ouvre ce volume, le thème de l’habitat s’intègre parfaitement aux récents et nombreux «tournants» de l’historiographie. A partir de l’état de la recherche pour la période contemporaine, l’auteure démontre avec force la richesse des apports interdisciplinaires et méthodologiques de ce champ. Si sa contribution se concentre sur les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, il ne faut pas oublier que c’est souvent grâce à l’histoire médiévale et moderne que le thème de l’habitat s’est enrichi de nouvelles perspectives de recherche portant sur la culture matérielle, le travail, la famille et le ménage ainsi que sur les formes symboliques.

Pour compenser l’absence d’une contribution similaire sur cette période, suivent ici des réflexions sur les perspectives théoriques de l’histoire de l’habitat au Moyen Age et à l’époque moderne et ses continuités.

Les notions qui figurent dans le titre de ce volume se réfèrent directement à la dimension sociale de l’espace. En effet, «habiter» constitue une pratique sociale, répétitive et quotidienne pour l’organisation de la vie des acteurs individuels. D’une manière ou d’une autre, habiter est généralement lié à une maison ou à un ensemble de bâtiments. Aujourd’hui, le rapport à des formes spécifiques de socialisation ou de vie en groupe (*Vergemeinschaftung*) qui en découle n’est plus aussi évident qu’il l’était dans des sociétés plus anciennes ou l’est encore dans des sociétés non occidentales. Ce lien n’a toutefois pas échappé à des auteurs «classiques» comme Max Weber qui a perçu la maisonnée comme structurée par les rapports sexuels et économiques.<sup>10</sup> Selon lui, la maison est d’abord un lieu de production et de consommation communes, une dimension que l’histoire de la famille a intégrée plus tard dans le terme de «ménage». Tout comme l’historien Otto Brunner,<sup>11</sup> Weber conçoit cette forme de «communauté économique d’habitation» comme étant menacée par l’évolution culturelle. Il se réfère par là à l’individualisation, l’emprise croissante de l’économie monétaire, les interventions fiscales de l’Etat ainsi qu’à la «concurrence» de nouvelles institutions spécialisées. Pour Weber,

10 Max Weber, *Economie et société*, trad. de l’allemand par Julien Freund et al., 2 volumes, Paris 2003–2004. Nous avons raccourci ce passage de la traduction. Pour les citations et les références exactes, consulter la version allemande.

11 Voir à ce propos l’article «classique» d’Otto Brunner, *Das «Ganze Haus» und die alteuropäische «Ökonomik»*, in: Otto Brunner, *Neue Wege der Verfassungs- und Sozialgeschichte*, Göttingen 1956, p. 103–127. Depuis lors, son interprétation a été critiquée.

la principale caractéristique du «ménage» est le fait qu'on «ne compte pas». Une caractéristique qui vaut aussi pour la famille moderne. Georg Simmel, pour sa part, a plus fortement insisté sur l'interdépendance entre une organisation sociale et la structuration sociale de l'espace (voir la contribution de Daniel Schläppi sur les maisons des corporations). Ces impulsions provenant de la sociologie ont été ignorées pendant longtemps.

Avec le «tournant spatial», la recherche a eu tendance à concevoir les espaces comme de purs produits d'interactions sociales. Selon cette interprétation, les espaces ne sont pas des «conteneurs» ou constitués naturellement, mais le résultat aussi bien de structures sociales objectives que de pratiques sociales subjectives. Selon Martina Löw, les «espaces sont construits par les pratiques, par la synthétisation et la mise en relation des objets et des êtres humains». <sup>12</sup> De même, la division entre espace public et espace privé, constitutive de la société bourgeoise, qui se fait par le droit, mais aussi par l'économie et les normes sociétales (et leur évolution) (voir la contribution de Hanno Hochmuth). Cette division s'articule autour des structures spatiales, de la construction des maisons, avec leur possibilité de fermeture, mais aussi de moduler l'accès à certaines parties comme le salon, selon les cas espace ouvert ou non. <sup>13</sup> A l'époque moderne, cette frontière entre l'habitat public et privé n'est pas nette comme à l'époque contemporaine, mais mouvante, l'usage du droit à l'accès à la maison n'étant pas déterminé de manière stricte. Comme le montrent les inventaires de maisons bourgeoises dans des villes de l'époque moderne, la pièce à vivre est composée par des arrangements très symboliques et reconnaissables des objets (voir la contribution de Julia Schmidt-Funke). Ce qui indique une certaine ouverture socioculturelle, mais pas nécessairement des pratiques d'accessibilité réelle de cet espace. <sup>14</sup> En revanche, dans les maisons de professeurs des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, la présence physique d'étudiants dans les espaces à vivre et de travail était tout à fait normale. L'hébergement d'étudiants payants fait que l'habitat des professeurs n'est pas comparable à un espace «privé» au sens récent du terme (voir la contribution d'Elizabeth Harding). Toutefois, si l'on suit Weber, on constate aussi que le mode d'habitation des universitaires à l'époque moderne comportait une importante dimension économique. On y «comptait», en effet. Il s'agissait tout autant d'une communauté «patriarcale» que d'une forme d'hospitalité orientée sur le profit. En contraste avec les visions de l'habitat de l'époque moderne comme un lieu non

12 Martina Löw, *Raumsoziologie*, Francfort-sur-le-Main 2001, p. 204.

13 Ibid., p. 169.

14 De manière analogue, pour les modes d'habitation ruraux, voir: Hermann Heidrich, *Ländliche Wohnkultur im 18. Jahrhundert nach Inventaren des Landgerichts Tölz*, in: *Bayerisches Jahrbuch für Volkskunde* 1982, Volkach 1984, p. 56–68; Ruth-E. Mohrmann, *Alltagwelt im Land Braunschweig. Städtische und ländliche Wohnkultur vom 16. bis zum frühen 20. Jahrhundert*, 2 volumes, Münster 1990.

seulement harmonieux, mais aussi statique au long des siècles, l'histoire a montré que ce sont parfois des maisons entières qu'on a déplacées. Dans bien des cas, les maisons faisaient partie des «biens mobiles». L'exemple du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, où l'on transplantait les maisons jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, montre l'honneur que pouvait signifier un emplacement de l'habitat au centre du village ou le prestige que pouvait apporter une telle situation (voir la contribution de Katharina Baumann). A l'époque moderne, la mobilité spatiale était la règle et non l'exception. Qu'il s'agisse de mobilité à longue distance ou intralocale au sein d'une ville, les réseaux personnels comme la parenté ou le voisinage étaient alors mis à contribution.<sup>15</sup> La mobilité intra-urbaine n'était d'ailleurs pas moins importante au XIX<sup>e</sup> siècle qu'aujourd'hui (voir la contribution d'Adrien Remund). Tout comme le lien entre mobilité spatiale, d'une part, le statut socioéconomique et les stratégies de mobilité sociale, d'autre part, est ancien et demeure important (voir la contribution de Reto Schumacher et Luigi Lorenzetti).

D'ailleurs, les formes de l'habitat depuis la fin du Moyen Age fournissent des exemples pour une sorte de «longue durée» de l'habitat. Cet aspect de la continuité met en doute le postulat théorique que l'espace serait uniquement une construction sociale. Jörg Dünne notamment a plaidé pour la reconnaissance de la force de persistance d'un ordre spatial institutionnalisé.<sup>16</sup> La pratique de vivre et de travailler sous un même toit, d'habiter quasiment dans l'atelier ou, de manière analogue, de travailler dans une pièce à vivre multifonctionnelle n'est pas spécifique à l'artisanat traditionnel (voir la contribution de Brigitte Moser et Thomas Glauser), mais se retrouve tout autant (sous une forme modifiée) auprès de la bourgeoisie des lettres du XIX<sup>e</sup> qu'auprès de ceux qui, aujourd'hui, ont leur «home office». La séparation entre privé et public, entre l'habitat et le commerce reste toujours changeante jusqu'à l'époque contemporaine (voir la contribution de Joël Jornod sur le cas d'un grand magasin). C'est pourquoi il convient d'être prudent avec certaines interprétations, telle celle que la maison bourgeoise serait *le* lieu classique du privé. Un regard plus nuancé révèle qu'en réalité, les pratiques de l'habitat sont hautement diversifiées. Ainsi, un bourgeois à l'époque de l'historicisme pouvait très bien, pour des raisons culturelles, rendre sa maison accessible à un large public intéressé à sa valeur historique ou artistique (voir la contribution de Nanina Egli). Et l'on sait que l'appartenance à la bourgeoisie ou aux notables locaux exigeait d'ouvrir régulièrement certaines parties

15 Sandra Cavallo, *Artisans of the Body in Early Modern Italy. Identities, Families and Masculinities*, Manchester 2007; David Garrioch, *Neighbourhood and Community in Paris 1740–1790*, Cambridge 1986; Jeremy Boulton, *Neighbourhood and Society. A London Suburb in the Seventeenth Century*, Cambridge 1987; voir également la recherche en cours de Karsten Labahn sur les échanges de domicile.

16 Jörg Dünne, *Einleitung zu Teil IV*, in: Jörg Dünne, Stephan Günzel (éd.), *Raumtheorie. Grundlagentexte aus Philosophie und Kulturwissenschaften*, Francfort-sur-le-Main 2006, p. 289–303, ici 302.

clairement délimitées de son habitat pour des dîners ou des bals.<sup>17</sup> Cette dimension spatiale de représentation, tournée vers l'extérieur, de l'habitat des élites se retrouve déjà chez les élites du Moyen Age.<sup>18</sup> Cet aspect change nettement moins au fil du temps et des mutations du droit qu'on ne l'a longtemps cru. De même, si l'on part de l'idée que l'espace de l'habitat, d'abord multifonctionnel, se diversifie progressivement en des pièces plus petites, avec des fonctions spécifiques, on constate que cette évolution-là, elle aussi, débute au Moyen Age.<sup>19</sup> On peut d'ailleurs la reconstituer à travers les diverses étapes de construction de certaines maisons (voir Moser/Glauser). Quelles sont les perspectives de la recherche en ce domaine? L'histoire du logement va-t-elle vers un champ de recherche hautement spécialisé ou évolue-t-elle plutôt vers des approches théoriques et une intégration aux grandes questions de la discipline historique? Certes, la mise en lumière des formes historiques de l'habitat a perdu son aura de nouveauté et d'exotisme depuis les discussions autour de la *Alltagsgeschichte* de la première moitié des années 1980. Mais par rapport aux débats théoriques actuels, tout n'a pas été dit dans l'ouvrage imposant, fort de cinq volumes de la *Geschichte des Wohnens* (1996–2000). Les concepts des théories sur l'espace et de la communication par exemple paraissent ainsi prometteurs pour reconstituer l'évolution des cultures d'accessibilité et de visibilité.<sup>20</sup> De même, il n'est guère possible d'aborder des questionnements d'ordre général tels la genèse et les modes de l'intégration sociale, la sociabilité dans les espaces de proximité comme la maison et le voisinage, l'apparition et la diversification des espaces publics et privés ou les codes genrés qui divisent les espaces sans tenir compte des pratiques complexes de l'habitat. A ce propos, l'histoire moderne a largement contribué à fournir un cadre à de telles recherches grâce aux déplacements du structurel vers le culturel et des questions démographiques vers des questions de pratiques ritualisées.<sup>21</sup> Quant à l'histoire contemporaine, elle n'a pas manqué de prendre la mesure des différents usages de

17 Gisela Mettele, Der private Raum als öffentlicher Ort. Geselligkeit im bürgerlichen Haus, in: Dieter Hein, Andreas Schulz (éd.), *Bürgerkultur im 19. Jahrhundert. Bildung, Kunst und Lebenswelt*, Munich 1996, p. 155–169; Albert Tanner, *Arbeitsame Patrioten – wohlstandige Damen. Bürgertum und Bürgerlichkeit in der Schweiz 1830–1914*, Zurich 1995, p. 427 ss.

18 Lucas Burkart, *Die Stadt der Bilder. Familiäre und kommunale Bildinvestition im spätmittelalterlichen Verona*, Munich 2000.

19 Fred Kaspar, Das mittelalterliche Haus als öffentlicher und privater Raum, in: *Die Vielfalt der Dinge. Neue Wege zur Analyse mittelalterlicher Sachkultur. Internationaler Kongress Krems an der Donau 4.–7. 10. 1994*, Wien 1998, p. 207–235; Hans-Georg Lippert, *Das Haus in der Stadt und das Haus im Hause*, Munich 1992.

20 Voir à ce propos Joachim Eibach, Das offene Haus. Kommunikative Praxis im sozialen Nahraum der europäischen Frühen Neuzeit, in: *Zeitschrift für Historische Forschung* 38 (2011), p. 621–664. Ou à l'inverse, sur les cloisonnement spatiaux dont s'entourent les riches: Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, *Les Ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris 2007.

21 Avec une perspective européenne: Raffaella Sarti, *Europe at Home. Family and Material Culture 1500–1800*, New Haven 2002.

l'habitat selon les classes sociales ou les genres.<sup>22</sup> Toute recherche future devra aussi tenir compte des questions légales de la cohabitation dans un «habitat». En effet, les autorités et les gouvernements ont toujours tenté de réguler la «maison», le mariage et la famille. Bien sûr, il n'est plus question aujourd'hui, comme dans l'histoire traditionnelle du droit de faire l'exégèse des lois et autres textes légaux, mais par exemple de s'intéresser à la négociation du droit par les actrices et les acteurs devant les tribunaux. Une telle approche a d'ores et déjà apporté de nouvelles perspectives pour l'époque moderne et le XIX<sup>e</sup> siècle, notamment sur les marges de manœuvre dont disposaient les époux ou les concubins dans leurs interactions au quotidien.<sup>23</sup> L'habitat touche donc divers aspects économiques, sociaux, légaux, matériels et culturels. Paradoxalement, c'est justement sa dimension quotidienne et son apparente banalité qui lui donne son importance pour le bon fonctionnement de l'intégration sociale. Les questions esquissées ici peuvent être adressées à toutes les sociétés. De ce fait, il importe que l'histoire de l'habitat poursuive sa démarche comparative entre les époques et les sociétés. Ne serait-ce que pour pouvoir valider ce qui, des grands processus avec lesquels on a caractérisé la modernité, la judiciarisation, la division du travail fonctionnelle ou l'individualisation, est vraiment approprié par les acteurs concrets. Nul doute qu'il faut s'attendre à des surprises !

Si l'on se limite à l'espace germanique, l'intérêt pour l'histoire de la construction de logements et de l'ameublement, l'urbanisation, la planification urbaine, la politique du logement et l'habitat ouvrier<sup>24</sup> aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles a connu des temps meilleurs. Les cinq volumes déjà mentionnés de la *Geschichte des Wohnens*<sup>25</sup> représentent en quelque sorte l'aboutissement d'une époque. Le marché des terrains constructibles, les prix de la construction et l'évolution des loyers sont des thèmes qui n'ont pas vraiment dépassé l'enceinte d'un cercle de spécialistes. Pour la Suisse, ce sont les travaux de Bruno Fritzsche qui, dans les années 1980 et 1990 ont donné des impulsions importantes à l'histoire urbaine et de l'habitat. Fritzsche a par exemple étudié

22 Adelheid von Saldern, *Wohnen im Spannungsfeld von Gegebenheiten und Aneignungen*, in: Jürgen Reulecke (éd.), *Geschichte des Wohnens*, Bd. 3: 1800–1918. Das bürgerliche Zeitalter, Stuttgart 1997, p. 145–332. Pour l'ameublement cf. Leora Auslander, *Taste and Power. Furnishing Modern France*, Berkeley 1996.

23 Caroline Arni, *Entzweiungen. Die Krise der Ehe um 1900*, Köln 2004; Birgit Stalder, «Der Ehem Himmel begann schon früh sich zu trüben ...». Geschlechterbeziehungen und Machtverhältnisse in Scheidungsprozessen zwischen 1876 und 1911. Ein interkonfessioneller Vergleich, Berlin 2008; Inken Schmidt-Voges (éd.), *Ehe – Haus – Familie. Soziale Institutionen im Wandel 1750–1850*, Cologne, Weimar, Vienne 2010; Inken Schmidt-Voges, *Mikropolitiken des Friedens. Semantiken und Praktiken des Hausfriedens im 18. Jahrhundert*, Thèse d'habilitation, Munich 2015; Margareth Lanzinger, *Verwaltete Verwandtschaft. Eheverbote, Dispenspolitik und Dispenspraxis 1780–1890*, Vienne 2015.

24 Adelheid von Saldern, *Häuserleben. Zur Geschichte städtischen Arbeiterwohnens vom Kaiserreich bis heute*, Bonn 1995 (2<sup>e</sup> éd., 1997).

25 Le volumineux ouvrage collectif a été fait sur l'initiative de la Fondation Wüstenrot: *Geschichte des Wohnens*, 5 volumes, Francfort-sur-le-Main 1996–1999.



le prix du terrain comme facteur déterminant des structures urbaines. Pourtant les études récentes (si l'on excepte quelques travaux sur le logement ouvrier,<sup>26</sup> sur la politique des collectivités urbaines<sup>27</sup> et sur les coopératives du logement, voir à ce propos la contribution de Ruth Ammann) proviennent majoritairement des sciences sociales et économiques axées sur les années présentes. Dans ses articles sur le thème («logement», «construction de logements»), le *Dictionnaire historique suisse* ne cite que des ouvrages déjà relativement anciens ou provenant d'autres disciplines.<sup>28</sup> Ainsi, face à la poussée des agglomérations urbaines et du mitage du territoire, d'une part, des efforts croissants des villes pour concentrer l'habitat et pour réutiliser les friches industrielles, d'autre part, les questions qui ont intéressé les chercheurs étaient avant tout des questions de planification du territoire et des villes. Ces décisions politiques provoquent d'ailleurs presque systématiquement des conflits sociopolitiques (voir la contribution de Sandro Fehr sur le bruit des avions). Dans les années après 1945, des mouvements sociaux se sont formés à ce propos qui revendiquent le droit à un logement abordable (voir la contribution de Sebastian Haumann).

En France et dans les pays anglo-américains, le spectre des thèmes abordés par l'historiographie demeure plus large. Notamment l'histoire sociale française profite toujours des apports de l'historien des *Annales* Bernard Lepetit.<sup>29</sup> S'y ajoutent de nombreuses impulsions en provenance de la sociologie de l'espace, de la géographie (en partie postmoderne) ou des études internationales de l'urbanité et des métropoles. Mentionnons en particulier une monographie fondamentale sur l'habitat des immigrés italiens à Paris, leur répartition géographique et sociale dans la ville et les effets de cette dernière sur leur intégration ou au contraire leur exclusion.<sup>30</sup> L'intérêt porte également sur les «points socialement chauds», les banlieues, les cités-dortoirs et les crises de logement.<sup>31</sup>

26 Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier 25 (2009) (Cahier thématique: Le logement ouvrier).

27 François Walter (éd.), *La Suisse comme ville. Colloque du Groupe d'Histoire urbaine*, Genève, 12–13 mars 1998 (Itinera 22), Bâle 1999; Anna Bähler, *Von der Altstadt in der Aareschlaufe zur Stadtregion. Stadtentwicklung, Wohnungsbau, städtische Versorgungsnetze und Verkehr*, in: Anna Bähler et al. (éd.), *Bern – die Geschichte der Stadt im 19. und 20. Jahrhundert. Stadtentwicklung, Gesellschaft, Wirtschaft, Politik, Kultur*, Berne 2003, p. 11–45; Angelus Eisinger, *Städte bauen. Städtebau und Stadtentwicklung in der Schweiz 1940–1970*, Zurich 2004.

28 *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert* (voir note 5), p. 547, note dans son court paragraphe sur l'industrie de la construction (p. 547–551): «Le peu d'études sur le sujet rend encore plus difficile une analyse scientifique de la question.»

29 Cf. parmi ses nombreuses publications: Bernard Lepetit, *La ville: cadre, objet, sujet. Vingt ans de recherches françaises en histoire urbaine*, in: *Enquête 4* (1996), p. 11–34.

30 Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien. Une histoire d'intégration (1880–1960)*, Rome 2000; voir également Jean-Louis Robert (éd.), *L'habitat du peuple de Paris (Le Mouvement Social 182)*, Paris 1998.

31 Annie Fourcaut et al. (éd.), *Paris/Banlieues. Conflits et solidarités*, Grâne 2006; récemment Annie Fourcaut, Danièle Voldman (éd.), *Les crises du logement en Europe au XX<sup>e</sup> siècle (Le Mouvement Social 245)*, Paris 2013.

De la sorte, le thème de ce volume offre de nombreux points d'arrimage. D'une part, il relie presque naturellement des approches d'histoire économique et sociale; il est ouvert aussi bien aux approches quantitatives que qualitatives, micro- et macro-historiques, structurelles et fondées sur le vécu; enfin, il peut intéresser les historiens de l'ensemble des époques de même que des spécialistes de disciplines voisines. D'autre part, les questionnements mentionnés mènent vers de nombreuses zones de contact avec de nouvelles approches des sciences humaines (pour ne mentionner que quelques mots clés: culture et économie, les constructions du privé et du public, les rapports de genre, la distinction socioculturelle, les *mental maps*, l'histoire de l'environnement, et cetera). Les contributions qui suivent font état de la richesse des travaux en cours. Elles sont aussi une invitation et un encouragement à renouveler l'intérêt – pour ainsi dire à tous les étages – pour l'histoire de l'habitat.

